### Parti de la Revolution Socialiste

# Remarques critiques

à propos de la "charte nationale"

collection Ei Jarida

Il existe certains courants politiques qui n'ont pas hésité, après le référendum bidon du 27 juin, à lancer toute une campagne sur le thème «la charte c'est un premier pas, maintenant il faut obtenir son application.». Faisant comme si cette «charte» était une victoire populaire, ces soi - disant progressistes essaient par ce mot d'ordre de créer une attitude réformiste dans le mouvement populaire, d'en empêcher le développement autonome et surtout d'enfermer l'action des ouvriers, des jeunes, des étudiants dans le cadre des dispositions de la «charte». Leur manoeuvre est claire! Spéculant sur le fait que peu d'Algériens ont lu la totalité du texte, ils essaient d'accréditer l'idée qu'il peut être utilisé pour changer la situation catastrophique actuelle. De cette façon, le mécontentement populaire sera canalisé non CONTRE LE REGIME DANS SON ENSEMBLE mais contre quelques boucs émissaires désignés comme ennemis de la «charte».

Pour le P.R.S., il s'agit là d'une véritable escroquerie qu'il faut dénoncer, et d'abord, commencer par dévoiler le contenu véritable de la soi - disant charte nationale.

Rédigée sur commande et hâtivement dans les services de Boumedienne par les éternels spécialistes (Lacheraf, R. Malek, Benyahia... qui nous ont déjà gratifiés d'une «charte de Tripoli» et d'une «charte d'Alger») la nouvelle «charte» ne saurait prétendre représenter les choix des masses, ni même poser leurs problèmes. Elle dépasse toutes les précédentes dans sa faculté de ne tenir aucun compte de la réalité du pays, et de la situation concrête. Elle raisonne sur une société algérienne homogène, unanime, sans classes, sans conflits qui n'existe que dans les rêves des technocrates. Elle se ramème à une publicité mensongère sur les réalisations du régime et à une apologie de l'ordre établi, ne craignant pas d'affirmer «il est notoirement admis que le pouvoir révolutionnaire a tenu

ses promesses» ou encore «les immenses progrès réalisés par l'Algérie dans tous les domaines sont considérés d'une façon générale comme un défi au sous - développement».

Cette phraséologie creuse ne trompe personne. La situation objective est trop grave pour qu'on puisse la faire oublier par des mots. Ni la virtuosité verbale ni les formulations obscures ne parviennent à repousser à l'arrière - plan la crise économique et politique que connaît notre pays depuis son indépendance.

Elles ne peuvent, non plus, masquer les profondes divergences et oppositions d'intérêts de la classe dirigeante. De ce fait la «charte» est un assemblage hétéroclite et contradictoire où l'on trouve pêle - mêle des banalités, lâchées d'un ton docte et sentencieux, sur le Tiers - monde et le sous - développement, une glorification de la vision technocratique et étatique du développement, une justification des inégalités sociales et l'affirmation gratuite de l'option irréversible pour la révolution et le socialisme. Pour ce dernier point la répétition incantatoire tient lieu de démonstration. (nous avons relevé 268 fois le mot révolution, 117 fois le mot socialisme et 169 fois socialiste).

Le P.R.S. s'est prononcé contre la «charte». Notre mot d'ordre «non à la charte de Boumedienne» repris par de larges fractions de l'opinion nationale s'appuie sur 2 points fondamentaux :

1) Le refus du système capitaliste, y compris le capitalisme d'Etat, et du régime totalitaire qui, à travers des manoeuvres telles que le débat préfabriqué, la charte parachutée, les élections truquées tentent de prolonger leur existence.

Contrairement aux affirmatives de la «charte» selon laquelle le pouvoir actuel est l'expression fidèle des aspirations des travailleurs et des paysans» «le défenseur des masses populaires» «le garant de l'indépendance du pays et de la liberté des citoyens» le P.R.S. considère que le POUVOIR ACTUEL EST L'EMANATION DES INTERETS DE CLASSE D'UNE MINORITE DE BOURGEOIS (d'Etat et privés), liés solidement au grand capital international (leur bailleur de fonds) et poursuivant une politique de pillage des richesses du sous - sol de notre territoire. Le P.R.S. a procédé à un examen attentif et objectif

- de la POLITIQUE ECONOMIQUE qui s'inscrit dans une rationalité capitaliste et obéit à une logique du profit ;

- du CHOIX DES INVESTISSEMENTS qui sacrifient l'agriculture, néglige les secteurs collectifs et sociaux (transports logements, routes, eau...) pour se porter sur les secteurs du pétrole et du gaz ;

- des LIENS AVEC LE MARCHE CAPITALISTE MON-DIAL qui font apparaître une insertion de plus en plus grande de notre pays et un accroissement de la dépendance (financiè-

re, technologique, commerciale, alimentaire);

- de la NATURE DES RAPPORTS SOCIAUX : exploitation féroce des travailleurs, bas salaires, absence de droits, de protection sociale, d'allocation chômage pour les ouvriers et les paysans, hauts salaires pour les cadres de l'économie, de l'administration, de l'armée ;

- de la DIFFERENCIATION SOCIALE qui a produit une classe de nouveaux riches qui vivent dans le luxe tapageur et l'opulence tandis qu'une masse d'Algériens de plus en plus grande victime, du chômage, de la hausse des prix, sombre

dans la misère

- des INSTITUTIONS POLITIQUES : absence totale des libertés individuelles (expression, organisation), Parti unique, syndicat caporalisé, truquage des élections (vote à 99 %);

 des ASPECTS IDEOLOGIQUES ET CULTURELS : utilisation massive des moyens tels que la radio, la télévision, la presse, les affiches, les banderolles pour opérer un matraquage idéologique systématique, cérémonies d'inauguration et de manipulation de la foule dans le plus pur style fasciste, production d'une sous culture abrutissante, sélection de l'information, instauration d'un enseignement de classe de bas niveau, incitation au chauvinisme, au fanatisme religieux...;

- des PRATIQUES CONCRETES DE LA CLASSE DIRI-GEANTE et de ses appareils : brimades, injustices, tracasseries administratives, généralisation de la corruption et du piston, culte de la personalité, mépris pour les pauvres et les gens du peuple, dégradation des moeurs, débauche...; tous ces éléments nous ont conduits à caractériser LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT ALGERIEN. Notre refus de la charte est donc une DEMARCATION par rapport à cette ligne bourgeoise.

2) L'autre base de notre refus c'est l'analyse même de la «charte» considérée comme l'exposé des orientations politiques, économiques, sociales et culturelles que le pouvoir entend mettre en oeuvre dans notre pavs. La «charte» apparait bien comme le programme de ceux qui profitent et qui désirent que ça continue. En refusant le moindre bilan critique de l'action passée, les défenseurs de la «charte» sont les défenseurs du conservatisme social, les adversaires du changement. Le P.R.S. reflétant l'opinion de millions d'Algériens veut que cela change et pas dans n'importe quel sens. C'est pourquoi le P.R.S. se définit par rapport au texte même de la «charte» explicitant clairement ses positions.

### UNE HISTOIRE DE L'ALGERIE DEFORMEE ET MUTILEE

L'histoire de notre pays est présentée comme une succession d'Etats et de chefs providentiels. Aucune référence à la force motrice de cette histoire : le peuple. Pour la «charte» tout procède d'une «logique ininterrompue» allant de Massinissa à Boumedienne en passant par Abdelkader. Au delà de cette approche métaphysique, le but recherché apparait clairement. Il s'agit d'apporter une légitimation historique au pouvoir et à l'Etat actuels continuateurs des précédents.

Le traitement de la période turque est à cet égard significatif : «A partir du 16ème siècle, l'Algérie vovait son organisation étatique et administrative se renforcer». L'Etat des Janissaires qui imposa sa domination cruelle aux pavsans algériens auxquels il extorquait par la vioer lence la majeure partie du fruit de leur travail est présenté de façon positive. Il est vrai que l'on ne peut manquer de remarquer les similitudes entre cet Etat avec sa bureaucratie parasitaire, son armée de mercenaires, sa pratique généralisée du bakchiche, le monopole étatique sur le commerce, les «affaires» des milieux dirigeants et l'Etat actuel qui semble effectivement avoir restauré cet Etat typique du despotisme.

Au cours du débat sur la «charte», beaucoup d'intervenants ont souligné ce traitement

de faveur pour la période turque, alors que la période préisiamique, elle, est à peine esquissee. Faut - il voir dans ce silence le refus de prendre en compte une partie importante de notre histoire et l'acceptation des thèses de ceux qui voudraient qu' «en Algérie, il n'y ait pas de nation, mais un peuple arabe et musulman qui soit partie intégrante de la nation arabe». La «charte» dans sa version définitive, avec cet art consommé de l'ambiguité qui lui est très propre affirme «le peuple algérien se rattache à la patrie arabe dont il est un élément indissociable. L'Algérie est une nation».

La nation algérienne, bien que rattachée par l'histoire, la religion, la langue... au monde arabo - islamique, n'en a pas moins ses spécificités et sa culture propre. Vouloir les gommer au nom du mythe de l'unité de la nation arabe relève d'une oeuvre de déculturation pure et simple. Faut - il rappeler que l'histoire des habitants de l'Algérie a commencé, il y a des centaines de milliers d'années, bien avant l'arrivée de Sidi - Okba. Les vestiges d'un passé préhistorique particulièrement riche sont constamment mis à jour. Le fond de peuplement berbère a constitué une base importante de la formation du peuple algérien. Pourquoi la «charte» l'ignore-t - elle ?

La nation algérienne est un résultat. Celui d'une histoire féconde parce que riche en luttes. Si le rattachement de l'Algérie à la civilisation arabo - islamique au 7ème siècle a marqué profondément le devenir de notre pays, celui - ci n'en a pas moins continué son chemin à tra-'vers la colonisation française et les profondes modifications qu'elle a engendrées dans notre économie et notre société, jusqu'à la guerre de libération nationale.

C'est dans ce dernier domaine que les falsifications sont les plus flagrantes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si des centaines de citoyens ont réclamé l'histoire de la lutte de libération nationale et de sa préparation. Le but des rédacteurs est d'opérer un lien arbitraire entre la lutte révolutionnaire du peuple algérien et la nouvelle classe dirigeante. Boumedienne récupère les fruits de l'action du 1er novembre 1954.

Glorifié, comme il se doit dans la «charte» allant jusqu'à se poser comme père naturel de la «révolution» rejetant dans l'ombre, voire même dans les «poubelles de l'histoire» (El - Moudjahid), tous ceux - et ils sont des milliers - qui en trente ans de luttes historiques, de sacrifices, ont contribué à construire le mouvement nationaliste et le faire aboutir à ses objectifs. Mais, cela est semble-t- il une histoire «dépassée»!

#### LA CONFUSION DES ETAPES

Cette conception mystique (et mythique) de la Révolution (avec un grand R) conduit les auteurs à des raccourcis pour le moins surprenants. Ainsi on peut lire que «le socialisme en

Algérie est un approfondissement de la Révolution du 1er novembre, son aboutissement logique» «la guerre de libération s'est transformée en une grande révolution - la révolution démoratique et populaire et celle - ci, peu à peu, en un processus socialiste d'une grande envergure».

Le socialisme ne peut être «l'aboutissement logique» de la guerre de libération nationale. Il y a là une CONFUSION DELIBEREE DANS LES ETAPES qui escamote le point fondamental de la caractérisation de classe de l'Etat au lendemain de l'indépendance. Cette vision qui fait découler le socialisme du nationalisme et tend donc à identifier les deux (pas de différence de nature entre la lutte de libération nationale et la lutte pour le socialisme) revient à affirmer qu'il n'y a pas d'opposition d'intérêts entre les «nationaux» dans les pays nouvellement indépendants.

De fait, la lutte de libération nationale vise la DOMINATION COLONIALE, c'est - à - dire le pillage des richesses naturelles au profit de la métropole, la main - mise économique, l'administration directe par des étrangers ainsi que le processus de déculturation. Dans ce cadre, la contradiction principale, c'est celle qui oppose les colonisés aux colonisateurs. Les colonisés se regroupent de façon large, sans tenir compte des oppositions (secondaires) qui les divisent. Le ciment de cette unité, c'est le NATIONALISME, c'est - à - dire la recherche d'une identité natio-

nale (faire reconnaître leur différence), la volonté de créer un Etat et une économie nationale séparés de l'Etat colonial, la jouissance de la souveraineté nationale. Dans ce cadre, taire les contradictions secondaires (économiques, sociales, culturelles) ne signifie pas qu'elles aient disparu. Au contraire, la lutte pour l'indépendance ne recouvre pas le même contenu pour les différentes fractions du mouvement national. Pour les uns, elle n'est que le moyen d'assouvir leurs ambitions politiques et leurs appétits économiques contrecarrés par le colonialisme, de se faire reconnaître comme «interlocuteurs valables» en vue d'accéder directement au marché mondial afin de reprendre à LEUR PROPRE COMPTE la machine à exploiter (en d'autres termes ils désirent prendre la place des colons). Pour les autres, la grande masse, l'indépendance c'est d'abord la fin de l'humiliation, la dignité retrouvée, la liberté reconquise, le changement social.

Ces projets DIVERGENTS sont à la base des luttes internes du mouvement nationaliste. Ils permettent de comprendre la DOUBLE NATURE DU NATIONALISME. C'est pour cette raison que l'analyse de l'histoire du F.L.N. et du mouvement nationaliste est capitale. Le P.R.S. a déjà donné son interprétation. (El - Jarida).

Selon nous, l'histoire du mouvement nationaliste fait apparaître une lutte sans merci entre DEUX VOIES qui recouvrent des classes et des alliances de classes différentes.

1 - La bourgeoisie «nationaliste», l'élite

petite - bourgeoise, les réformateurs musulmans désireux de parvenir à l'indépendance sans remettre en cause un ordre social qui les favorise. Partisans d'une voie négociée, qui écarte l'intervention directe d'un peuple considéré comme mineur et incapable de se diriger par lui - même. Ils (l'U.D.M.A., les Oulémas, le M.T.L.D.) ont connu des échecs (à cause de l'intransigeance du colonat) qui ont favorisé le développement d'une seconde voie.

2 - Celle, suivie par une fraction de la petite - bourgeoisie, par l'émigration, les masses paysannes - les couches sociales les plus exploitées par le système colonial - qui ont choisi la révolte et l'action armée (8 mai 1945, O.S., 1er novembre).

L'analyse du F.L.N. nous montre :

- 1 Que cette seconde voie s'est imposée parce que les masses se sont emparées du mouvement et l'ont fait avancer. Le caractère révolutionnaire du 1er novembre ne réside pas dans le déclenchement de l'action armée mais dans la PRISE EN MAIN PAR LE PEUPLE LUI MEME DE SES DESTINEES. Les hommes du 1er. novembre n'ont rien fait d'autre que de briser l'emprise stérilisante des états majors embourgeoisés et de redonner l'initiative à la base.
- 2 Que malgré son contenu populaire, le F.L.N. n'a pas su (ou voulu) tracer de ligne de démarcation nette par rapport aux mouvements réformistes et n'a pas précisé son programme po-

litique. Ce qui a laissé la porte ouverte au RE-TOUR EN MASSE DE L'ANCIEN PERSONNEL POLITIQUE et ce, à des postes de direction. (Contrairement à ce qui s'est passé au Viet -Nam par exemple).

- 3 Que la confiscation de la direction du F.L.N. par les éléments issus de la bourgeoisie et petite bourgeoisie a permis le détournement de l'indépendance au profit de cette minorité qui avait préparé en TOUTE TRANQUILLITE HORS DU TERRITOIRE NATIONAL les instruments de sa prise de pouvoir (appareil administratif, armée de Boumedienne dont la «charte» dit avec une pointe de cynisme qu'elle était la seule force organisée).
- 4 Que les masses populaires qui avaient supporté tout le poids de la guerre et consenti les sacrifices les plus lourds (1,5 millions de chouhada) furent renvoyées au vestiaire par la violence et la force, par la coalition Benbella Boumedienne.

Comme le mouvement nationaliste, le F.L.N. AVAIT UNE DOUBLE NATURE. Cette contradiction éclata dès que l'indépendance fut acquise : ce fut la crise du F.L.N.

Dès l'été 1962, le P.R.S. estimait que le F.L.N. qui «après avoir été le catalyseur de toutes les énergies populaires dans la lutte de libération nationale ne peut plus prétendre être un mouvement révolutionnaire» (proclamation du 20 septembre 1962). Après avoir critiqué le F.L.N. qui «en tant que parti unique» est «inca-

pable d'entamer avec succès la révolution socialiste» et souligné que l'équipe qui le dirige «prépare la voie à un régime policier de dictature personnelle ou militaire» les militants issus de l'A.L.N., du F.L.N., de l'U.G.T.A. qui créèrent le P.R.S. décidaient de «se retirer du F.L.N.» et appelaient les ouvriers, les paysans, les étudiants à édifier, sur une base de classe, leur propre parti en vue de continuer le combat pour la réalisation d'un programme socialiste. Pour le P.R.S. les choses étaient donc très claires : la lutte de libération nationale ne peut être confondue avec la lutte pour le socialisme. Si pour la première un large front de toutes les classes est nécessaire (F.L.N.), la seconde nécessite une organisation de classe des exploités capable de défendre leurs intérêts et de réaliser leurs aspirations.

Notons ici que l'on trouve dans la «charte» une autre interprétation de l'étape actuelle «la guerre de libération nationale contre le joug étranger s'est transformée en Révolution Démocratique Populaire». Cette révolution a un triple contenu : anti - impérialiste, anti - féodal et populaire. Elle se garde bien de se fixer un contenu anti - capitaliste. Cette ligne est bien connue. C'est celle établie à Moscou en 1960 et qui recommandait pour les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine la formation d'Etats de «démocratie nationale». Elle est défendue en Algérie par le P.A.G.S. (ex - P.C.A.) représentant patenté du révisionnisme soviétique dans notre pays. Selon cette ligne «le caractère spécifique

et transitoire de l'Etat de démocratie nationale sera dû au fait qu'il ne sera pas l'Etat d'une classe, ni même de deux classes : les ouvriers et les paysans... Ce sera un Etat incarnant les intérêts de toute la partie patriotique de la nation, qui aura à réprimer les classes réactionnaires renversées. La direction politique de la vie de la société sera exercée par l'ensemble de la classe patriote...» (La Pensée n- 118 - 1964). On reconnaitra le vocabulaire employé dans la «charte» et aussi certains de ses thèmes notamment celui des «Forces sociales de la Révolution» : «Les travailleurs manuels et intellectuels, les paysans, les djounoud, la jeunesse et les éléments patriotiques révolutionnaires». Le flou de cette dernière composante et la référence sans aucune autre précision aux travailleurs (qui comprennent aussi bien les P.D.G. que les balayeurs) ont été très largement soulignés au cours du «débat». Ils laissent la porte ouverte à tous les compromis montrant ainsi le caractère opportuniste de cette analyse qui revient à «nier le caractère bourgeois de l'Etat algérien et le caractère antagonique de la contradiction Bourgeoisie - Prolétariat» et à «affirmer la nécessité de la collaboration de classes et en fait de la soumission du prolétariat à la bourgeoisie et l'acceptation de l'exploitation» (El - Jarida n - 4). Elle subordonne le développement des luttes internes à l'évolution des Rapports de force extérieurs et notamment du renforcement de l'U.R.S.S.

Pour le P.R.S., «la cible de la révolution

en Algérie est la destruction de l'Etat de la bourgeoisie» El - Jarida n - 10. La nature de la contradiction principale ne fait aucun doute.

### NOUVELLE ETAPE, NOUVELLES CONTRADICTIONS

Depuis l'indépendance, c'est la contradiction entre EXPLOITEURS (bourgeoisie d'Etat et son appendice la petite - bourgeoisie bureaucratique, bourgeoisie privée, propriétaires fonciers) et EXPLOITES (directs : ouvriers de l'industrie, du bâtiment, des transports, du commerce..., ouvriers des domaines «autogérés», militaires du service national, attributaires de la «Révolution Agraire», émigrés... et indirects : paysans, commerçants, artisans, chômeurs, jeunes, femmes) qui devient principale. C'est elle qui détermine le caractère des nouvelles luttes dont l'objectif final est le changement de la société.

Les privilégiés, les nantis, les exploiteurs, tous ceux qui profitent du régime actuel ont intérêt à nier les contradictions, à brouiller les cartes. Ils ont intérêt à imposer le parti unique pour empêcher l'organisation autonome des exploités, à caporaliser le syndicat promu officiellement au rôle «d'encadrement des travailleurs» à mettre hors la loi l'esprit revendicatif et contestataire.

Pour consolider le nouveau système d'exploitation, ils ont intérêt à justifier l'exploitation des travailleurs par le sens du devoir, le patriotisme et l'esprit de sacrifice, à conserver le sigle du F.L.N. pour suggérer la continuité entre la lutte de libération nationale et l'étape actuelle, à affirmer que l'Algérie est socialiste - les rédacteurs de la «cnarte» poussent la mystification jusqu'à se demander «Quand la phase socialiste a - t - elle commencé ? Il serait malaisé d'avancer une date précise...».

Cela leur permet d'expliquer la SITUA-TION OBJECTIVE des Algériens non par des CAUSES POLITIQUES (Quelle est la classe qui détient le pouvoir d'Etat en Algérie?) mais par des obstacles techniques ou moraux. Si cela ne va pas, c'est parce qu'il existe des «comportements négatifs ou antisociaux», des «carences», des «conduites sociales» «survivances de l'esprit féodal» : «esprit de clan, parasitisme familial ou communautaire».

L'action du pouvoir qui utilisera même «la coercition» «contribuera à faire des paysans, des travailleurs et de la jeunesse, non des cito-yens inertes et privilégiés, peu soucieux de servir et se dévouer et enclins à une facile autosatisfaction, au parasitisme et à des appétits malhonnêtes devant les biens du peuple confiés à leur soin et placés sous leur sauvegarde mais des producteurs pleins d'émulation». C'est très clair.

Ainsi la CIBLE de la Révolution de Boumedienne ce sont les masses elles - mêmes, leur faible productivité, leur mentalité arriérée. «Il s'agit de faire de l'homme algérien le citoyen conscient d'une nation moderne». Il faut comprendre un ALGERIEN EXPLOITABLE A VO-LONTE et qui se laisse faire au nom du patriotisme, de la morale islamique, de l'éthique «socialiste».

Le projet de la bourgeoisie algérienne (à forte coloration fasciste) apparaît encore plus nettement lorsqu'on aborde la conception du travail.

### UNE CONCEPTION FASCISTE DU TRAVAIL

Pour la «charte» «le socialisme fait du travail non seulement un droit mais aussi un devoir et un honneur». C'est trop fort!

Le travail est un droit. Oui : l'Etat qui perçoit des impôts, bénéficie des droits de douane, encaisse les royalties, DOIT assurer le plein emploi en mettant la lutte contre le chômage au premier plan de ses préoccupations. En attendant il DOIT payer une allocation aux travailleurs sans travail.

Le travail est un devoir. Que signifie le «devoir» ? dans une société d'inégalités sociales où règne le salariat. La recherche d'un travail n'a rien à voir avec des considérations morales : c'est parce qu'ils ont été ruinés, dépossédés de tout, que des centaines de milliers de femmes et d'hommes sont contraints de vendre leur force de travail à un patron qui les exploite. Dans ce

contrat l'intérêt du patron est de demander le maximum de travail à l'ouvrier en le payant le moins possible, l'intérêt de l'ouvrier est de vendre sa force de travail le plus cher possible en donnant le moins de travail possible. Où est le devoir ici? A moins que ce ne soit un moyen pour la bourgeoisie algérienne de renforcer son exploitation. Celle - ci est déjà féroce. Dans la majorité des cas la force de travail n'est pas payée à sa valeur : ainsi sous prétexte de coopération et de socialisme les attributaires et les autogestionnaires sont - ils les moins payés (au dessous du niveau nécessaire à la reproduction de la force de travail), ce qui accentue l'exode. Mais le pouvoir va plus loin faisant appel au TRAVAIL GRATUIT, comme dans le cas de l'emploi des détenus (sous prétexte de «les moraliser par le travail») et, surtout, du SERVICE NATIONAL où pendant deux ans et demi des jeunes intellectuels ou manuels, sont employés par l'Etat sans contrepartie. C'est enfin le «volontariat» extorquant du travail gratuit aux fonctionnaires sous prétexte de solidarité, alors que des milliers de personnes sont sans travail.

Mais la résistance à l'exploitation se développe que ce soit sous forme de grève de la production, ou grève de la productivité (nonchalence, absentéisme, refus des tâches pénibles). Aussi la référence au «socialisme», aux valeurs morales fait - elle partie de l'arsenal que la bourgeoisie oppose à la combativité des travailleurs. La «CHARTE» APPARAIT ALORS COMME UN INSTRUMENT DE REPRESSION, ses rédacteurs n'ont rien inventé, ils n'avaient qu'à puiser dans les expériences des régimes fascistes.

Affirmer que «ce qui fait la dignité de l'homme c'est son travail, ce qui entraine sa déchéance, c'est l'oisiveté» est tout simplement grotesque dans un régime où les oisifs tiennent le haut du pavé et où ne pas travailler manuellement est considéré comme un signe de réussite sociale.

### UN SOCIALISME DEMAGOGIQUE ANTI-PROLETARIEN

Le socialisme de la «charte», c'est un socialisme spécifique variante sous - déveloptée du socialisme bourgeois qui ne remet en cause ni le capital ni la logique de l'exploitation.

La société algérienne telle qu'elle est presentée dans le texte est une société idyllique, unitaire, sans rapports conflictuels. La NEGATION DE LA LUTTE DES CLASSES trouve son illustration dans cette phrase de Boumedienne : les citoyens «ont compris que leur devenir est un et que l'Algérie doit progresser en tant que nation et ensemble et non en tant que classes ou individus ou groupes». C'est cette vision «unanimiste» qui a fait de la «Révolution Agraire» une oeuvre de «solidarité nationale», qui a conduit au truquage électoral et aux scrutins à 99 %, qui fonde un socialisme émanant du sommet et conçu comme un geste humanitaire des

nantis et des puissants en faveur des humbles et des pauvres. En ce sens le débat sur le rapport socialisme et Islam a éclairé la nature du «socialisme algérien» qui puise son inspiration dans des «valeurs morales» bien plus que dans l'analyse concrète de la situation concrète.

Le rejet du socialisme scientifique a pour conséquence le rejet du PROLETARIAT EN TANT QUE CLASSE DIRIGEANTE dans l'édification du socialisme. «Dans les pays nouvellement indépendants, le prolétariat n'existe généralement qu'à l'état embryonnaire, souvent sa conscience retarde et il n'est pas toujours la couche sociale la plus opprimée». Aussi les forces socialistes sont - elles dirigées «par une avant garde formée de l'ensemble des patriotes révolutionnaires» - et la «charte» va encore plus loin «ce n'est pas le prolétariat... qui institue le socialisme... c'est l'édification du socialisme qui ne fait qu'un avec l'édification de la nation, son industrialisation, sa modernisation qui assure l'émergence du prolétariat».

S'il est vrai que dans les pays dominés, le prolétariat est faible numériquement et que la paysannerie y subit une déstructuration et une paupérisation qui en fait la classe la plus déshéritée, il n'en est pas moins vrai que le responsable de cette situation c'est le SYSTEME CAPITALISTE. Pour cette raison, IL NE PEUT Y AVOIR QU'UN SEUL SOCIALISME, celui qui se construit sous la direction du prolétariat (clas-

se antagonique de la bourgeoisie) et sur la base du programme ouvrier. La conception du pouvoir tend au contraire à noyer le prolétariat au sein de la masse des «travailleurs», notion qui efface la différence entre un bourgeois d'Etat et un ouvrier de l'Etat (tous deux des travailleurs. au sens de la «charte»).

La direction de la «Révolution» est confiée à une élite bourgeoise et petite - bourgeoise qui se recrute «dans les milieux les plus divers : militants politiques, syndicalistes, militaires, intellectuels» baptisés pour la circonstance avant - garde» en vue d'édifier un système qui ressemble étrangement au capitalisme car comme ce dernier, s'il assure «l'émergence du prolétariat», il assure conjointement celle de la bourgeoisie. D'ailleurs, comme tout capitalisme le «socialisme de Boumedienne» ne demande finalement au prolétariat qu'un «engagement» qui «se traduira d'abord par le renforcement de la productivité».

Mais une tendance non négligeable d'Algériens socialistes rejetant le «socialisme» du pouvoir est apparue très nettement dans les débats, refusant d'identifier étatisation et socialisme, dictature de la petite - bourgeoisie et dictature du prolétariat, socialisme en paroles et socialisme dans la réalité. Ce qui a amené une réaction violente des agents du pouvoir contre ce qu'ils appellent «l'ouvriérisme» et le «gauchisme», en fait contre tous ceux qui veulent une ORGANISATION AUTONOME DES EXPLOITES.

## SOCIALISME, LIBERALISME OU CAPITALISME D'ETAT?

L'un des objectifs de l'avant - projet de la «charte» était de mettre en accusation le secteur privé dans la ligne tracée par Boumédienne qui en réponse au MOUVEMENT POUR LA DE-MOCRATIE a fait le procès du LIBERALISME ECONOMIQUE. L'argumentation du pouvoir est la suivante : le secteur privé est un secteur exploiteur par opposition au secteur d'Etat («la propriété de l'Etat est la forme la plus élevée de la propriété sociale»), il implique le libéralisme économique : ceux qui réclament la démocratie sont taxés de libéralisme. Ce sont donc des exploiteurs du secteur privé.

Reprenant une idée réactionnaire, antisocialiste qui consiste à identifier socialisme et absence de démocratie, le pouvoir oppose la revendication de la démocratie à celle du socialisme. Ce schéma n'a rien à voir avec le socialisme tel que nous le concevons. Tout juste estil lié à la conception bureaucratique qui prévaut en U.R.S.S.

Mises à part quelques interventions téléguidées, les masses n'ont pas suivi le pouvoir dans son raisonnement. Le gros des critiques a été dirigé contre l'Etatisme, la bureaucratie, le centralisme. Et si le débat a montré une tendance générale au niveau des masses populaires c'est en faveur de la démocratie et des libertés.

Les masses algériennes ont bien compris l'enjeu de ce débat. Le pouvoir se veut le champion d'un certain modèle de société qu'il baptise socialisme en l'opposant très haut au libéralisme et au capitalisme. En réalité, le système économique et social que Boumédienne et ses amis cherchent à imposer à notre peuple, c'est un système dans lequel une olizarchie de bureaucrates constituée en véritable maffia, utilise comme bon lui semble et à des fins privées la richesse nationale. Elle constitue des monopoles puissants, elle centralise par décision gouvernementale les capitaux sans avoir besoin pour cela de passer par une privatisation des moyens de production. La nouvelle bourgeoisie refuse le capitalisme libéral et concurrentiel parce que d'emblée elle cherche à construire un capitalisme monopoliste, un capitalisme despotique, un capitalisme d'Etat.

Le capitalisme d'Etat, selon le mot de Engels, est le «capitalisme poussé jusqu'au bout». C'est précisément ce que cherche la nouvelle bourgeoisie avide de richesses faciles qui pousse «jusqu'au bout» l'exploitation des travailleurs, la domination étrangère, le pillage des ressources naturelles.

Si le bourgeois privé est obligé pour extorquer de la plus - value de produire et de vendre ses produits, c'est - à dire faire face à un marché et à la concurrence, le bourgeois d'Etat a réussi à dissocier le procès d'accumulation du capital,

de celui de la nécessité de produire des biens matériels réalisables sur le marché. C'est par des ponctions fiscales sur les citoyens, par la confiscation de la rente agricole et pétrolière, par le recours à la dette extérieure que la nouvelle bourgeoisie d'Etat s'enrichit.

Dans le capitalisme libéral, la centralisation des capitaux est le résultat de la loi d'accumulation, c'est - à - dire d'une lutte acharnée entre capitalistes pour augmenter la plus - value : en développant l'intensité du travail (plus - value absolue) et en augmentant la productivité par l'incorporation de progrès technique (plus - value relative). Dans le capitalisme concurrentiel, la logique du système c'est le profit, avec pour résultat l'existence d'une production et la création d'un marché, c'est - à - dire une efficacité du point de vue du développement des forces productives.

Dans le capitalisme d'Etat, par contre, la concentration des capitaux résulte d'une décision bureaucratique et de l'installation d'un appareil répressif. En effet, le capitalisme d'Etat, c'est la fusion du capitalisme et de l'Etat bourgeois. La bourgeoisie d'Etat, bourgeoisie collective, récente, d'origine petite - bourgeoise est une bourgeoisie nouvelle, féroce, qui concentre à la fois la puissance du patron et le pouvoir de l'Etat.

Son enrichissement n'est pas lié à l'existence d'une production matérielle mais au détournement d'une part de plus en plus grande du produit national : LE CAPITALISME D'E-TAT, C'EST UN CAPITALISME PARASITAI-RE.

Incapable d'assurer la satisfaction des besoins de la population, il a recours de plus en plus au marché extérieur qui le fournit en produits alimentaires, biens de consommation, biens d'équipement, études, techniques,... Pour cette raison le CAPITALISME D'ETAT, EST UN CAPITALISME DEPENDANT.

L'enrichissement individuel des membres de la bourgeoisie d'Etat vient de leur position d'intermédiaires exclusifs entre le marché mondial et l'Algérie. Pots - de vin, commissions, pourcentages sur les appels d'offres internationaux. En ce sens, le CAPITALISME D'ETAT EST UN CAPITALISME COMPRADORE.

La conception tiers - mondiste du pouvoir qui consiste à opposer en bloc les pays riches aux pays pauvres a pour fonction, d'une part, d'escamoter les inégalités criantes qui existent dans les pays pauvres et d'autre part, de créér une base de renégociation sur le plan international des conditions de partage des profits de l'exploitation entre bourgeoisies locales et bourgeoisies impérialistes. (C'est là le véritable fondement de l'anti - impérialisme des pays dits progressistes). Fait plus grave, à la lutte de classes à l'échelle mondiale, aux solidarités nécessaires entre exploités du monde entier on substitue une lutte des non - alignés qui s'inscrit dans le cadre des discussions entre bourgeoisies au sein des

### ISLAM ET ARABISATION : UN CHEVAL DE BATAILLE

Mais les aspects les plus réactionnaires de la «charte» apparaissent lorsqu'on aborde les questions idéologiques et culturelles. Dans ces domaines s'affirme d'une façon éclatante le caractère totalitaire de l'idéologie officielle : par le refus de la diversité, le terrorisme intellectuel, l'intolérance érigée en système. Le but visé est d'étouffer la contestation, de tuer l'initiative créatrice, de créer la passivité en imposant un conformisme intellectuel au nom duquel tout ce qui n'est pas dans la norme établie par le pouvoir doit être condamné, rejeté.

En ce qui concerne la religion, dans l'avant - projet, l'Islam n'était pas considéré comme religion d'Etat, mais le chapitre en question était d'une telle malhonnéteté qu'il fut la cible de nombreuses critiques. Une grande partie des citoyens s'est pronocée sans équivoque pour que l'Islam reste du domaine privé. Car si les algériens sont croyants, dans leur grande masse, ils sont hostiles à une exploitation politique de la religion au profit d'un groupe ou d'un clan.

L'affaire des Imams d'Oran a montré que les milieux du culte eux - mêmes étaient contre l'invasion des mosquées par la propagande gouvernementale. Mais autour du F.L.N. une tendance dite de «frères musulmans» a fait de la religion d'Etat son cheval de bataille, utilisant l'Islam comme une arme pour mener une attaque en règle contre le P.A.G.S. taxé d'athée. L'un des principaux résultats du «débat» fut précisément le regroupement et le renforcement de cette tendance, qui cherche à se concilier le peuple en agitant le drapeau de la religion. Le texte final, sans trancher d'une façon radicale marque un net recul des positions pagsistes sur ce point.

Le P.R.S. réaffirme à ce sujet la position de principe de son programme minimum en se prononçant pour un Etat laique par la «suppression de l'intervention étatique dans les affaires du culte et de la manipulation de la religion à des fins politiques» et la «garantie de la non - intervention de la religion dans les affaires de l'Etat» (El - Jarida n - 17).

A propos de la langue nationale, l'arabisation est conçue d'une façon agressive comme un djihad contre des forces anti - arabes. Le but est de créer un climat de terreur intellectuelle propice à la propagation d'une idéologie conservatrice et réactionnaire sous prétexte de lutte contre les idées étrangères. Cette façon de poser le problème, manifestation du despotisme culturel, est une manipulation grossière qui évite de poser les vrais problèmes. Car personne ne remet en cause la nécessité de l'arabisation, le rôle de l'Arabe comme langue nationale. Mais tout le monde est en droit de se poser la question du CONTENU de l'arabisation et de son RAPPORT

avec la langue parlée : ARABE POPULAIRE ET BERBERE.

L'arabisation démagogique entreprise par le pouvoir a été faite sans tenir compte des spécificités de l'Algérie et des choix économiques. Ainsi aucun débouché n'est offert aux jeunes arabisés, car la langue dominante, la langue du pouvoir, celle qui permet l'accès au marché mondial (en fonction duquel se décide toute la politique actuelle du pays) reste le Français (ou l'Anglais, le Russe ou l'Allemand). Or qui sont ces jeunes arabisés ? Essentiellement des enfants des classes du peuple : ouvriers et paysans, n'ayant pu accéder à l'enseignement bilingue. Ainsi, sous prétexte de langue nationale le pouvoir mène une politique de classe qui érige une barrière de plus en plus infranchissable entre une élite bilingue occidentalisée détenant les leviers de décision et la masse des Algériens réduits sous prétexte d'arabisation à une culture au rabais fermée à toute influence révolutionnaire.

Une autre barrière apparait au niveau de l'Arabe lui - même. L'Arabe officiel est celui du Moyen - Orient considéré plus pur. Il ne tient aucun compte de celui parlé par les Algériens, fruit de leur culture et de leur évolution historique. S'il est vrai que l'Arabe parlé présente des lacunes et qu'il doit être enrichi, il n'en est pas moins vrai que le passage doit se faire progressivement, en préservant les originalités de notre

parler et en évitant de créer une coupure entre les enfants scolarisés et leurs parents.

Le résultat de cette politique est catastrophique. Il se manifeste en particulier par le profond désarroi des jeunes arabisants qui deviennent une masse de manoeuvre pour les démagogues.

Sur la question du Berbère, la «charte» ne dit pas un mot. Voilà donc un texte qui se présente comme national et qui évacue complétement un problème auquel sont sensibles des millions d'Algériens. Pourtant au cours des «débats» la question a été posée à maintes et maintes reprises. Le pouvoir répond comme à son habitude par le mépris.

Or la langue berbère existe. C'est la langue maternelle d'une partie des Algériens. Elle doit être reconnue, préservée et développée comme partie intégrante de notre patrimoine national. Son enrichissement, son passage à la forme écrite, son enseignement, sa diffusion doivent être garantis. Il n'y a pas d'opposition entre cette défense du Berbère et le développement d'une langue nationale. Il n'y a pas d'opposition si on conçoit l'UNITE comme englobant la diversité et non comme l'UNICITE, l'uniformité, le monopole.

Pour le P.R.S. l'Arabe doit être la langue nationale, mais :

- d'une part, son contenu doit tenir compte des réalités algériennes, de notre histoire, de nos luttes et de notre aspiration à une société meilleure et non comme un moyen supplémentaire pour nous maintenir dans le sous - dévelop pement et l'obscurantisme,

- d'autre part, cela ne veut pas dire étouffement des composantes diverses de notre culture, uniformisation, totalitarisme culturel. La question de la langue ne peut en effet se poser séparément de la question de la démocratie.

#### VIVE LA DEMOCRATIE

C'est évidemment sur le chapitre des libertés et de la démocratie que nos rédacteurs de la «charte» seront le plus à court d'imagination. La «conception radicale de la démocratie» qu'ils nous proposent «dépasse toutes les formes connues de la démocratie bourgeoise». Cela rappelle étrangement la «démocratie totalitaire» de Pinochet autre chef providentiel. Encore fautil que nous sachions quels sont nos droits et nos libertés. Apparemment il n'y en a pas beaucoup, le propos de la «charte» semble avant tout avoir été de nous fixer des devoirs.

A la soif de liberté et de démocratie exprimées par toutes les couches du peuple algérien le pouvoir répond par une critique de la démocratie bourgeoise à laquelle il oppose une soi disant démocratie socialiste qui nie les libertés fondamentales, qui impose le PARTI UNIQUE «guide de la révolution et force dirigeante de la société», qui instaure un syndicat qui cessera «d'être un instrument de lutte contre un Etat

exploiteur pour devenir une partie intégrante du pouvoir».

La revendication démocratique est discréditée et assimilée à la revendication d'une société libérale où la bourgeoisie privée serait dominante.

Pourtant le choix en Algérie n'est pas entre libéralisme et socialisme. Il est entre dictature et démocratie.

La contradiction entre bourgeoisie d'Etat et bourgeoisie privée n'est qu'une opposition entre fractions privilégiées qui se disputent le gâteau. Du point de vue des travailleurs, cela ne change rien. Ils n'ont aucune raison d'être une force d'appoint pour telle ou telle fraction.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui il est vrai que la bourgeoisie privée souffre elle aussi des pratiques totalitaires de la bourgeoisie d'Etat qui ne peut tolérer l'existence de secteurs économiques qu'elle ne contrôle pas. Bien que l'Etat ait à plusieurs reprises garanti l'existence du secteur privé, la tendance à l'étatisation inhérente au capitalisme d'Etat le pousse sans cesse à remettre en cause ce secteur. D'où le sentiment d'insécurité qui gagne la bourgeoisie privée et l'amène à remettre en cause le pouvoir. Bien sûr son cheval de bataille sera la démocratie. En luttant pour la liberté la bourgeoisie lutte en fait pour la liberté d'entreprise. C'est quelque chose de très connu et sur lequel il n'y a pas à revenir. Le. problème est de savoir s'il faut laisser à la bourgeoisie le monopole de la lutte pour la démocratie alors qu'au premier plan des victimes du système totalitaire on trouve les chômeurs, les ouvriers, les paysans, les étudiants. Qui a intérêt à instaurer un système démocratique en Algérie? Ce sont avant tout les exploités totalement exclus de la vie politique et qui, à travers la lutte pour les libertés doivent trouver les conditions (liberté d'expression, de publication, de réunion, de constitution de partis politiques; liberté syndicale et droit de grève sans limite) qui leur permettront d'organiser leur défense et leur lutte autonome.

C'est là la condition pour que le processus démocratique aille jusqu'au bout, pour qu'il ne soit pas confisqué par la bourgeoisie libérale. Seule la participation massive des exploités et des opprimés à la lutte pour la démocratie empêchera la bourgeoisie de diriger le mouvement. En d'autres termes, non seulement il faut être pour la démocratie, mais il faut tout faire pour diriger le mouvement. Là réside la seule issue conforme aux intérêts des masses et du pays. Tout le reste n'est que faux - fuyants (selon certains la revendication démocratique est dangereuse parce qu'elle fait le jeu du privé, pour d'autres, la liberté d'expression doit être rejetée pour ne «pas permettre à la bourgeoisie de l'utiliser») et tergiversations qui sont un soutien déguisé à la bourgeoisie d'Etat. L'opposition radicale à la démocratie c'est, en dernière analyse, l'opposition à la prise de conscience des masses et à leur

émergence en tant que force organisée et autonome sur la scène politique.

#### LA FEMME: EPOUSE ET MERE

Les chapitres concernant la femme algérienne (une page et demi sur 190) évacuent complétement l'analyse des causes profondes du statut inférieur qui est fait à la moitié de la population algérienne. Dire un peu rapidement que les femmes sont parfois exploitées par «une catégorie d'éléments anti - sociaux» permet de ne pas parler du rapport qui existe entre l'asservissement de la femme et le modèle de société que l'on nous propose où la soumission à l'autorité (L'Etat) est considérée comme une vertu. Auçorité absolue de l'Etat, du Parti unique, du Syndicat unique, de la société hiérarchisée, bureaucratique et totalitaire vont de pair avec toutes les formes d'oppression. Les rédacteurs de la «charte» l'ont d'ailleurs bien senti puisque pour eux la femme doit seulement accéder «à l'exercice de ses droits reconnus d'épouse et de mère, et à sa sécurité matérielle et morale». Il n'est pas question de parler de ses droits de citoyenne et à titre de garde fou il est précisé qu'«Elle doit être consciente que l'émancipation de la femme n'implique pas l'abandon de l'éthique dont notre peuple est profondément imprégné». De quelle éthique s'agit - il ? Sans doute celle que le pouvoir veut inculquer aux masses. Voilà en tous cas de quoi justifier toutes les oppressions.

#### **EN GUISE DE CONCLUSION**

"Nous, fils de chahid, nos pères sont morts pour une liberté dont nous sommes les premiers privés.

Pour quel idéal est mort mon père, si ma mère, mes frères et moi, nous vivons plus misérablement qu'avant".

Un fils de chahid dans le "débat".